

N°1029

du 09
JUN
2017



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Aux fins de constituer l'équipe d'exécution et de gestion

Cinq postes à pourvoir pour le projet d'autoroute Abidjan-Lagos

P.4 Installation et formations soutenues autour d'un nouveau logiciel

La dette publique du Togo en gestion SYGADE 6



Nicolas Berlanga, Ambassadeur de l'UE au Togo remet les clés de la salle à Kossi Toffo

P.5 ALGERIE contre TOGO/ Les mots des sélectionneurs
-Le Roy : *"Rien à perdre contre l'Algérie"*
-Alcaraz : *"Il reste beaucoup de travail"*

P.3 Dans le Golfe de Guinée, avec l'appui du gouvernement français
La lutte contre la traite des êtres humains évaluée à partir de Lomé

P.3 Sous la forme de financement 50% crédits, 50% dons

L'enveloppe de l'IDA pour le Togo va doubler d'ici à juin 2020

P.7 Projet de développement communautaire

Des localités du Nord dotées d'infrastructures socioéconomiques

Participons tous à la réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en déposant nos suggestions sur :

www.reformes-togo.com

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

AZIMUTS INFOS

Les bébés de la baleine à bosse chuchotent pour éviter les prédateurs

Les baleines à bosse adultes peuvent être très bruyantes. Les petits, quant à eux, peuvent se montrer très discrets. Il est question surtout pour eux de ne pas se faire remarquer par des prédateurs et aussi que leur mère ne soit pas courtisée par un mâle qui passerait par là... Les chercheurs qui ont espionné leurs conversations ont fait aussi une autre découverte.

C'est connu, les baleines à bosse produisent des sons très puissants qui peuvent être perçus à des kilomètres quand elles se rassemblent et aussi lorsque les mâles recherchent une partenaire. Quant aux petits, une équipe réunissant des chercheurs danois et australiens a constaté qu'ils peuvent émettre des "vocalisations à un niveau plus bas", inférieurs de 40 décibels au chant des mâles. Un comportement visant, selon eux, à être le plus discret possible pour ne pas se faire remarquer par d'éventuels prédateurs rôdant à l'affût d'un petit égaré. En effet, "[...] les orques pourraient écouter leurs conversations et les utiliser comme un signal pour localiser le petit" a expliqué à l'AFP Simone Videse, l'auteur principal de ces recherches publiées dans la revue *Functional Ecology*.

Les chercheurs ont pu faire cette découverte en suivant deux baleines à bosse femelles et huit baleineaux. Ils souhaitent notamment en apprendre plus sur les premiers mois de développement des petits. Comment cela se passe-t-il pour eux qui, bientôt, vont devoir parcourir quelque 8.000 km vers des eaux plus chaudes en hiver, et plus froides en été (en Antarctique pour celles de l'hémisphère sud), là elles savent trouver leurs coins préférés pour la nourriture. L'équipe voulait donc savoir comment se passent les allaitements et ce qui pouvait les perturber.

Quand les baleineaux réclament à manger

Il semble que ce ne soit pas seulement pour éviter des prédateurs qu'ils adoptent cette discrétion, mais aussi pour ne pas attirer les mâles à la recherche d'une mère qui allaite. Les bébés n'ont pas envie de partager. L'équipe a pu faire ces observations au plus près des cétacés grâce à des capteurs qui restent fixés sur leur dos, au moyen de ventouses, entre 24 et 48 heures (elles se détachent ensuite toutes seules et vont flotter en surface).

En plus de ces chuchotements, dont on peut entendre un extrait ci-dessus, une autre surprise attendait les scientifiques : "nous avons aussi entendu beaucoup de sons de frottement, comme deux ballons gonflés qui se frottent, a indiqué la chercheuse à l'Aarhus University au Danemark. Nous pensons que c'est le baleineau qui pousse sa mère quand il veut qu'elle s'occupe de lui". Un moyen plus silencieux pour réclamer l'allaitement.

Google veut intégrer un bloqueur de pubs dans Chrome

Google envisagerait d'introduire un bloqueur de publicités dans la version classique et mobile de son navigateur Chrome. Un choix moins paradoxal qu'il n'y paraît pour le géant de l'Internet.

Un bloqueur de publicités dans Google Chrome ? L'idée peut sembler improbable et pourtant elle est apparemment bien réelle. Selon les informations du Wall Street Journal qui s'appuie sur des sources officielles, la firme californienne aurait l'intention d'intégrer un outil de blocage des réclames indésirables dans la version pour ordinateur de bureau ainsi que la version mobile de son navigateur.

Cet outil, qui serait activé par défaut dans Chrome, jouerait un rôle de filtre pour bloquer certains formats publicitaires particulièrement intrusifs et contraignants pour les internautes : les fenêtres surgissantes ou pop-up, les publicités vidéo dont la lecture se lance automatiquement ainsi que les annonces qui apparaissent en plein écran aux visiteurs d'un site avant que la page web ne s'ouvre. Ces dernières sont généralement accompagnées d'un compte à rebours qui permet de les passer au bout d'un certain délai.

Google Chrome est le navigateur Internet le plus utilisé

Ce type de réclames a récemment été classé dans la catégorie "inacceptable" par la Coalition for Better Ads, une association qui réunit des acteurs de la publicité numérique et de l'Internet parmi lesquels figurent les Interactive Advertising Bureau, Facebook, Google et de grands groupes de l'industrie et des médias comme News Corp, Procter & Gamble et Unilever. Dans l'un des cas de figure cités par le Wall Street Journal, le bloqueur de Google pourrait boycotter l'ensemble des publicités présentes sur un site à partir du moment où un format "inacceptable" y figure. Un moyen de contraindre les éditeurs de sites web à faire preuve de vigilance sous peine d'être pénalisés.

Google n'a pas encore communiqué officiellement sur ce projet et l'article précise même qu'il pourrait tout aussi bien rester dans les cartons. On peut s'interroger sur les raisons qui pousseraient le géant de l'Internet, qui tire l'essentiel de ses revenus de la publicité, à adopter une technologie qui semble contraire à ses intérêts vitaux. Mais le fait est que les bloqueurs de publicités sont aujourd'hui de plus en plus populaires chez les internautes. Chrome étant désormais le navigateur Internet le plus utilisé dans le monde (source : Netmarketshare), Google aurait donc intérêt à maîtriser l'outil plutôt que de le laisser à des tiers...

Conférence

La danse traditionnelle au Togo



Une conférence-débat sur la danse traditionnelle aura lieu vendredi 9 juin à l'Institut Français du Togo. La conférence a pour thème : danses traditionnelles et création chorégraphique.

Les groupes folkloriques et les communautés de danses initiatiques sont encore les seuls dépositaires du patrimoine de la danse purement traditionnelle au Togo. Un patrimoine bien menacé avec la modernisation et la mondialisation. Des compagnies de ballet tentent néanmoins de s'inspirer du répertoire des danses traditionnelles pour réaliser pour réaliser des créations choré-

graphiques sans toutefois les résusciter.

C'est le dessein de la conférence de ce vendredi d'inviter les groupes folkloriques, les professionnels de la danse, et les experts du patrimoine de réfléchir sur l'état des lieux de la danse traditionnelle au Togo, comment faire pour la sauvegarder et la rendre créative et pérenne pour les générations futures.

Il s'agit d'un projet qui a pour activités : une conférence sur la danse traditionnelle au Togo, la formation des danseurs des compagnies de ballet et la restitution de la formation.

Droit d'auteur /France

Le conseil d'Etat remet en cause la numérisation des livres indisponibles

L'absence d'information préalable des auteurs dont les œuvres sont numérisées dans le cadre du dispositif ReLire est contraire au droit de l'Union Européenne.

Dans un arrêt rendu le 7 juin, le Conseil d'Etat a jugé que la disposition du décret d'application de la loi sur la numérisation des œuvres indisponibles " sont dépourvues de base légale", remettant en cause l'objet même de ce texte promulgué le 1er mars 2012. Il suit l'avis de la Cour de justice de l'Union Européenne (CJUE),

à laquelle une question préjudicielle avait été posée à propos de ce dossier.

L'arrêt du Conseil d'Etat estime que le dispositif de la loi est contraire à la directive européenne de 2001 relative au droit d'auteur, " en tant qu'il ne prévoit pas une information effective et individualisée des auteurs de l'inscription de leur œuvre dans la base de données publique".

Cet arrêt mettra en cause les licences d'exploitation déjà accordées par remise en cause.

Paléontologie

Une découverte au Maroc bouleverse l'histoire d'homo sapiens

Des restes, trouvés au Maroc, de cinq individus datant environ de 315.000 ans pourraient repousser de 100.000 ans l'âge de notre espèce et plaiderait pour son origine "panafricaine".

Le plus ancien représentant connu de notre espèce, Homo Sapiens, vivait il y a environ 315.000 ans au Maroc. La découverte a été faite par une équipe internationale dirigée par Jean-Jacques Hublin (Institut Max-Planck d'anthropologie évolutionniste de Leipzig et Collège de France). Et il s'agit d'une découverte exceptionnelle qui bouleverse



l'histoire. Elle déplace les origines de l'homme du nord-ouest du continent africain, alors que les fossiles les plus anciens provenaient d'Afrique du Sud et de l'Est.

Colloque /Institut Français du Togo

L'image au service des arts manuels au Togo

Il s'agit d'un colloque animé par Jean Digne, président de la plateforme "correspondances du monde" qui se tiendra à l'Institut Français de Lomé ce 12 juin de 11 heures à 18 heures. Ce dernier s'appuiera sur le titre "Artisanats au Togo" de Jocelyne Etienne Nugue, artiste et consultante à l'Unesco.

La culture africaine dans tous les sens du terme, a été pendant longtemps et est sans doute encore dans certains milieux, une culture d'oralité. Elle nourrit un système de développement qui l'extrait des critères d'industrialisation.

Comment préserver l'héritage culturel sans se réduire à une in-folution qui mettrait l'Afrique en quarantaine dans cette nouvelle ère de la mondialisation ?

Quel rôle peut jouer les mass médias, dans la conservation du patrimoine culturel dans cette ère de la mondialisation ?

C'est sous ces différents aspects que le colloque sera structuré. La réflexion portera sur la manière dont les mass médias en l'occurrence l'audiovisuel peuvent promouvoir l'identité africaine.

Musique

Vox Africa lance la 2ème saison de The Voice Afrique

La chaîne africaine de télévision bilingue Vox Africa ayant son siège au Royaume Uni, lance la deuxième saison de son émission concours musical à succès, The Voice Afrique Francophone, le plus grand show musical télévisé d'Afrique francophone. La saison 1 avait connu plus de 9 millions de téléspectateurs au Cameroun et en Côte d'Ivoire.

L'émission sera diffusée tous les samedis à partir du 14 octobre 2017 et rediffusé sur les chaînes

phones d'Afrique et il s'agira de découvrir la plus belle voix d'Afrique francophone. L'émission s'articulera autour de 16 épisodes dont 6 "auditions à l'aveugle", 4 "battles", 2 "épreuves ultimes" et surtout 4 grands shows en direct "à partir du 6 janvier 2018.

Pamela Baketana a été gagnante de la première saison, avec à la clé, un contrat chez Universal Music et la possibilité d'enregistrer un premier album.

Vox Africa est la première chaîne



TV partenaires avec Orange comme sponsor officiel, selon Vox Africa. La grande finale aura lieu le 27 janvier 2018.

Le concours mettra aux prises pendant 16 semaines les nouveaux talents de 16 pays franco-

de télévision panafricaine bilingue et indépendante, disponible en Afrique, en Europe et partout ailleurs dans le monde via Satellite. Elle est présente sur le bouquet Canal plus.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Sous la forme de financement 50% crédits, 50% dons

L'enveloppe de l'IDA pour le Togo va doubler d'ici à juin 2020

* Toutes les combinaisons faites, le montant total s'élève à plus de 340 millions de dollars.

Late Pater

Dans le cadre de sa visite au Togo, le Vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour le financement du développement, Axel van Trotsenburg, et la délégation qui l'accompagne ont participé à un séminaire gouvernemental avec des membres du gouvernement togolais, le 6 juin 2017 à Lomé, pour discuter des conclusions de la 18^{ème} reconstitution des ressources de l'IDA et des nouvelles possibilités pour le pays d'accéder à des niveaux de financement nettement plus élevés auprès de l'Association internationale de développement (IDA).

En décembre 2016, une coalition de plus de 60 gouvernements des pays donateurs et emprunteurs a accepté d'intensifier la lutte contre l'extrême pauvreté avec un engagement record de 75 milliards de dollars pour l'IDA, l'organe du Groupe de la Banque mondiale qui appuie les pays les plus pauvres. Un tel engagement est la preuve de la solidarité manifestée par la communauté mondiale pour transformer la vie de milliards de personnes. On estime que 60 pour cent du montant total engagé – à savoir 45 milliards de dollars – servira à financer des investissements dans les pays d'Afrique subsaharienne au cours des trois prochaines années. Ces financements permettront à l'IDA d'intensifier considérablement les interventions de développement dans les pays éligibles à son guichet, y compris le Togo, pour aider à lutter contre les conflits, la fragilité et la violence, les déplacements forcés, les changements climatiques, les inégalités de genre, et aider à promouvoir la gouvernance et le renforcement des institutions et créer des emplois.

Du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2020, l'enveloppe de l'IDA pour le Togo va doubler (par rapport à l'allocation sous IDA17) pour atteindre un montant de 230 millions de dollars. Sous la forme de financement 50% crédits, 50% dons. Lorsqu'on combine cela avec les 113 millions de dollars de financement IDA approuvés au deuxième trimestre de 2017 et les ressources provenant de l'enveloppe régionale de l'IDA, le montant total des dons et crédits de l'IDA s'élève à plus de 340 millions de dollars pour la période couverte par le nouveau Cadre de partenariat du Groupe de la Banque mondiale pour le Togo. «Le financement et la panoplie des mesures proposées par l'IDA visent à stimuler une croissance inclusive et à créer de nouvelles opportunités», a déclaré van Trotsenburg. Et d'ajouter : «nous nous réjouissons dans la perspective de travailler avec le gouvernement et le secteur privé pour

entreprendre des investissements transformationnels qui peuvent aider à stimuler l'économie du Togo, créer des opportunités pour les populations et rendre le pays plus résilient aux chocs et aux crises».

Le Togo est également éligible aux ressources de l'IDA régionale qui finance des projets transformateurs au-delà des frontières. Il est aussi éligible au guichet de l'IDA pour le financement du secteur privé – private sector window (PSW) – pour stimuler les investissements privés dans les pays les plus pauvres et fragiles. Le PSW soutiendra les investissements qui sont généralement considérés comme étant trop risqués, mais qui peuvent avoir un impact potentiellement élevé sur le développement.

«De nombreux pays font face à des défis pour attirer des investissements réussis, innovants et responsables qui, à leur tour, peuvent influencer sur la perception des risques que pourraient avoir les investisseurs nationaux et étrangers», a encore déclaré van Trotsenburg. «En associant les ressources publiques et privées pour éliminer les risques liés aux investissements, le PSW va accroître la capacité du secteur privé à créer des marchés et à démontrer qu'avec un bon rendement risque/profit, les marchés frontaliers sont attrayants et rentables, et qu'ils peuvent encourager davantage d'investissements».

Le PSW se base sur l'appui du Groupe de la Banque mondiale au secteur privé. Au cours de la dernière décennie, l'IDA, la Société financière internationale (IFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) ont conjointement soutenu des investissements privés de plus de 100 milliards de dollars dans les pays de l'IDA. Ces interventions ont porté sur l'appui à des politiques et réglementations visant à faciliter les investissements complémentaires nécessaires, y compris les infrastructures physiques et les investissements directs dans le secteur privé. Les trois institutions vont travailler ensemble pour utiliser stratégiquement les ressources publiques en vue de catalyser les investissements privés sur ces marchés difficiles.

Au Togo, l'IDA soutient actuellement des projets visant à améliorer la productivité agricole, fournir des filets de sécurité sociale, assurer que les femmes et les enfants aient accès aux services de santé et de nutrition, et à créer des emplois pour les jeunes. Les nouvelles opérations à financer par l'IDA et qui ont été convenues dans le cadre du nouveau cadre de partenariat du Groupe de la Banque mondiale avec le Togo couvrent



Photo de famille à l'issue des travaux du séminaire gouvernemental

les secteurs de l'énergie, la compétitivité et le développement des capacités, les infrastructures urbaines, les services logistiques, la santé, les services publics, la gestion des côtes et la gestion intégrée des catastrophes et des terres. Outre les opérations d'investissements, un certain nombre d'études analytiques et de services de conseil sont envisagés, notamment sur les questions suivantes :

partenariats public-privé ; cadre fiscal ; stratégie de gestion de la dette ; évaluation de la politique foncière ; sources de croissance et de compétitivité ; évaluation des inégalités hommes-femmes ; services décentralisés ; et cadre stratégique pour l'économie bleue.

«Les ressources de l'IDA ont un impact significatif sur la qualité de vie et sur les opportunités offertes aux populations togolaises»,

a précisé Pierre Laporte, directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Togo. «Ces ressources appuient les efforts visant à créer des institutions publiques plus fortes, créer des emplois et un secteur privé dynamique, renforcer la prestation des services publics tels que les soins de santé et les filets de sécurité sociale et renforcer la résilience. Il s'agit là des domaines qui aideront le Togo

à réduire la pauvreté et à promouvoir une croissance durable».

Il faut rappeler que l'Association internationale de développement, fondée en 1960, accorde des dons et des crédits sans intérêts aux pays les plus pauvres afin de les aider à mettre en œuvre des projets et des programmes qui stimulent la croissance économique, contribuent à la réduction de la pauvreté et améliorent les conditions de vie des pauvres. L'IDA est l'un des principaux bailleurs d'aide aux 77 pays les plus déshérités du monde, dont 39 se trouvent en Afrique. Les ressources de l'IDA bénéficient concrètement à 1,3 milliard de personnes. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités dans 112 pays. Le volume annuel de ses engagements a représenté en moyenne 19 milliards de dollars au cours des trois dernières années, 50% de ce montant environ étant destiné à l'Afrique.

Dans le Golfe de Guinée, avec l'appui du gouvernement français

La lutte contre la traite des êtres humains évaluée à partir de Lomé

Late Pater

En novembre 2013, un Fonds de solidarité prioritaire (FSP) d'«Appui à la lutte contre la traite des êtres humains dans les pays du Golfe de Guinée», financé intégralement par le ministère français des Affaires étrangères, a été officiellement lancé à Lomé (Togo) en présence des représentants étatiques et de la société civile des cinq pays concernés par cette initiative, à savoir le Bénin, le Cameroun, le Ghana, le Nigeria et le Togo. Et pour cause, l'on estime que la région du Golfe de Guinée est caractérisée par un schéma de traite des êtres humains transfrontalière et circulaire : les pays sont à la fois des pays d'origine, de transit et de destination. Il existe des flux importants de traite entre les cinq États ciblés par le projet. La phase d'étude de faisabilité du projet, préparée en collaboration avec les autorités et les principaux acteurs de la lutte contre la traite des êtres humains, a fait ressortir un besoin de renforcement des capacités et de la coordination au niveau national comme au niveau régional.

D'une durée initiale de 3 ans, puis étendue à 4 ans, et doté d'un fonds initial de 800 000 euros, environ 524 000 millions de francs Cfa, ce FSP a porté principalement sur le renforcement des capacités nationales dans la lutte contre la traite (notamment par le soutien au système judiciaire et aux organi-

sations de la société civile) et sur la consolidation des mécanismes de coopération régionale, en se focalisant sur la formation des acteurs, l'échange de bonnes pratiques et la mise en place d'actions communes entre les pays bénéficiaires, pour renforcer la prévention de la traite, la répression effective des actes constitutifs de la traite et une protection adaptée des victimes.

Au bout de quatre années, de 2013 à 2017, au terme du projet, il est recherché l'expertise d'un consultant, appuyé par le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France au Togo et de l'autre (des autres) pays d'accueil de la mission d'évaluation, aux fins de rendre une étude évaluant les actions menées dans le cadre du FSP 2013-2017. La mission d'évaluation s'attachera à analyser le projet à la lumière du bienfondé des actions entreprises au regard des objectifs et enjeux identifiés au démarrage du programme. Seront examinés la conception du programme et son adaptation, les actions choisies, leur applicabilité sur le terrain et les résultats escomptés. La mission analysera, d'une part, la cohérence interne du projet, c'est-à-dire la concordance des divers moyens et instruments mobilisés pour concourir à la réalisation des objectifs, et, d'autre part, la cohérence externe en appréciant particulièrement le degré d'appro-

priation et d'implication des partenaires dans la mise en œuvre des actions.

La mission appréciera le degré de réalisation des objectifs de l'action ainsi que ses éventuels effets attendus et non attendus (positifs ou négatifs). La mission permettra de rendre compte de la réalité des actions conduites. Elle étudiera, dans ce cadre, le degré de réalisation des activités, le respect des délais et du chronogramme. Dans quelle mesure le programme a-t-il atteint ses objectifs? Le cas échéant, pourquoi ces objectifs n'ont-ils pas été atteints? La mission jugera des retombées du programme à moyen et long termes en analysant les actions susceptibles d'être pérennisées, en lien avec les acteurs associés au projet. La mission appréciera les résultats obtenus en analysant les moyens mis à disposition par les acteurs dans le cadre du projet.

Une présentation des résultats de ce rapport provisoire sera ensuite réalisée lors d'un atelier de restitution au Togo ; avant un rapport final d'évaluation, prenant en compte les observations des différents acteurs après réception du rapport provisoire, comportant des recommandations pour d'éventuels projets futurs dans ce domaine, et identifiant des instruments financiers (bilatéraux ou multilatéraux) susceptibles d'être mobilisés pour de tels projets.

La réponse aux termes de référé-

rences par une proposition technique et financière démontrant la bonne compréhension du projet et des objectifs de l'évaluation finale est attendue avant le 10 juin 2017. La sélection sera effectuée de manière collégiale au niveau du SCAC de l'ambassade de France au Togo. Le/la consultant(e) retenu(e) sera contacté au plus tard le 16 juin 2017 afin de définir les dates et termes précis de la mission.

Pour rappel, le projet a été coordonné par un Chef de projet régional recruté par le ministère français des Affaires étrangères et positionné à Lomé (Togo) au sein du ministère de la Justice et des relations avec les institutions de la République. Des points focaux relais ont été désignés au sein des Services de coopération et d'action culturelle des ambassades de France situées au Bénin, au Cameroun, au Ghana et au Nigeria. Au niveau des ambassades, les référents ont bénéficié également du soutien du Service de Sécurité Intérieure, qui développe une coopération technique avec les forces de sécurité des pays ciblés par le projet. La promotion de l'expertise française et des bonnes pratiques développées en matière de lutte contre la traite des êtres humains a également été recherchée, afin de consolider les liens de coopération bilatérale entre les différents services concernés par cette problématique.

Pour une meilleure performance dans leur mission de contrôle

Les agents de douane en zone franche apprennent la comptabilité-matières

Jean Afolabi

Plusieurs anomalies sont visibles. Faute de connaissances en comptabilité-matières, les agents de douane chargés de la zone franche sont aujourd'hui dans une plus ou moins grande incapacité de suivre correctement le mouvement des stocks de marchandises ; ce qui ne favorise pas la lutte efficace contre la fraude au niveau de cette unité douanière, portant ainsi atteinte à l'objectif de performance de plus en plus élevée de l'Office togolais des recettes. En plus, le fait que les sommiers sont tenus de façon manuelle est source d'inefficacité car des informations sont parfois erronées ou manquantes. La navigation jusqu'aujourd'hui s'est résignée à être une simple chambre d'enregistrement au lieu de servir à la tenue d'une véritable comptabilité-matières, avec un suivi des mouvements de stocks. De ce fait, il est actuellement difficile d'avoir une situation claire des entrées et des sorties de chaque entreprise et aussi de savoir quelles marchandises se rapportent à quels sommiers lorsqu'on se rend dans les magasins. A cela s'ajoute la difficulté à établir une cohérence entre les informations existantes dans

les registres et les stocks physiques dans les entreprises.

Voilà qui oblige, pour une plus grande performance dans leur mission de contrôle, à renforcer les capacités des agents de la Division des opérations douanières de la zone franche sur la tenue de la comptabilité-matières. Un atelier se tient, à cet effet, dans les bureaux des douanes du Port autonome de Lomé, du 6 au 16 juin 2017. Et ce, conformément au nouveau contexte de gestion de l'Office togolais des recettes, axé sur les résultats. Le financement est assuré à travers le Projet d'appui à la mobilisation des ressources et au renforcement des capacités institutionnelles (PAMOCI).

A la fin de la formation, les agents concernés — une quinzaine — seront capables de mieux intégrer les concepts et les techniques de la comptabilité-matières, réaliser des opérations de la comptabilité-matières, tenir les livres et documents comptables conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur, et contrôler efficacement le mouvement de marchandises (matières premières et produits finis) des entreprises de la zone franche. L'efficacité du contrôle douanier de la zone franche est tributaire du bon suivi du fonctionnement

et de la gestion des différentes structures qui y opèrent, insiste-t-on.

Il faut rappeler que, selon le décret portant règlement général sur la comptabilité-matières appartenant à l'Etat et des organismes publics (adopté en mai 2016), la comptabilité-matières est une comptabilité d'inventaire permanent ayant pour objet la description des existants et des mouvements concernant les stocks de marchandises, de fournitures, de déchets, de produits semi-ouvrés, de produits finis et des emballages commerciaux ; les matériels, les biens meubles et immeubles ; les titres nominatifs au porteur ou à ordre et les valeurs diverses appartenant ou confiés à l'Etat et aux autres organismes publics ainsi que les objets qui leur sont remis en dépôt ; les valeurs inactives. Elle permet un suivi des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des stocks. La comptabilité des matières permet ainsi, à tout moment, le recensement, l'enregistrement et le suivi administratif et comptable des matières ; la maîtrise de l'état du patrimoine mobilier et immobilier en quantité et en valeur ; le suivi et le contrôle des mouvements.

Installation et formations soutenues autour d'un nouveau logiciel La dette publique du Togo en gestion SYGADE 6

Le gouvernement togolais s'attèle à redonner un nouveau souffle à la gestion de la dette du pays. Ceci appelle une dynamique nouvelle à impulser aux actuels méthodes et outils de gestion afin que la réforme soit efficace. Et c'est là toute l'utilité de la nouvelle version du Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE 6). Déjà, ce logiciel de travail a servi à former des agents de la Direction de la dette publique, en deux volets et pendant deux semaines. Après son installation, deux informaticiens ont été formés sur le volet technique en vue d'assurer le fonctionnement et la maintenance du système. Parallèlement, douze gestionnaires de la dette ont été formés à l'utilisation des fonctionnalités de base du SYGADE 6. Pour les besoins de cette formation — et d'autres à venir —, une salle a été aménagée et mise à la disposition du ministère de l'Economie et des finances. Cette salle était un dépôt d'anciens meubles hors service et documents poussiéreux.

Le double événement (remise des certificats de l'atelier de renforcement de capacités et inauguration de la salle de formation) a fait l'objet d'une cérémonie officielle, le 2 juin 2017 à Lomé. «Je suis convaincu que les notions dévelop-



Nicolas Berlanga remet les clés de la salle à Kossi Tofio

pées au cours de cet atelier contribueront à une meilleure gestion de la dette publique», a déclaré, à l'occasion, le Directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des finances, Kossi Tofio. Avant d'inviter les bénéficiaires à «s'engager résolument à utiliser de manière assidue et rigoureuse cet outil de monitoring en vue d'une gestion rationnelle et continue de la dette publique». «Cette inauguration est aussi l'occasion pour annoncer que notre appui institutionnel pour la gestion des finances publiques continuera d'être renforcé tant dans les ressources financières que dans la couverture et les modalités de mise en œuvre», a ajouté, de son côté, l'Ambassadeur de l'UE au Togo, Nicolas Berlanga. Le projet SYGADE est financé

sur l'aide complémentaire de l'appui budgétaire 2012-2015, pour environ 393 millions de francs Cfa. Ses trois principaux produits sont l'installation de SYGADE 6 et l'équipement d'accompagnement (en cours) ; la formation et la production des statistiques sur la dette publique ; et l'interface avec le Système de gestion intégré des informations financières (SIGFIP). La formation plus orientée à la production des statistiques sur la dette publique démarre à fin juin. Pour ce début, un premier lot de matériels — composé de 10 ordinateurs de bureau, 2 ordinateurs portables et 2 serveurs, permettant le traitement rapide des informations sur la dette — a été réceptionné lors de la cérémonie officielle pour équiper la salle des formations.

Aux fins de constituer l'équipe d'exécution et de gestion

Cinq postes à pourvoir pour le projet d'autoroute Abidjan-Lagos

En privilégiant les infrastructures de transport dans son document de stratégie Vision 2020 «Vers une CEDEAO des peuples», la Commission de la CEDEAO a obtenu des Chefs d'Etat, lors du 42^{ème} sommet ordinaire tenu en février 2013, l'accord favorable pour la construction d'un corridor autoroutier homogène de six voies (2x3 voies) pour relier les cinq pays que sont le Nigéria, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Cette autoroute dénommée «Autoroute Abidjan-Lagos», d'une longueur d'environ 1.028 km, relie les grandes villes et traverse une zone à fort potentiel économique représentant environ 75% du volume du commerce en Afrique de l'ouest. Son tracé suivra, autant que possible, un nouveau tracé différent du corridor existant. En vue de la réalisation de ce projet, des partenaires techniques et financiers ainsi que les Etats membres concernés ont décidé de financer à hauteur de 22,32 millions de dollars US l'étude du projet de développement de l'autoroute du corridor Abidjan-Lagos. Ce projet dont l'objectif est de réaliser des études de faisabilité, détaillées et complémentaires pour la transformation du corridor en un corridor compétitif du point de vue du développement du commerce et du transport, est articulé autour de huit composantes

et sera mis en œuvre sous l'autorité de la Commission de la CEDEAO. Le dispositif d'exécution prévoit un Comité de pilotage comme organe de surveillance, une Equipe d'exécution du projet pour la supervision des activités et une Cellule d'exécution du projet qui devra (i) assurer au quotidien l'administration et la gestion efficace du projet, (ii) réaliser les acquisitions prévues dans le cadre du projet, (iii) examiner les différents rapports élaborés dans le cadre des études et se prononcer sur leur qualité et recevabilité, (iv) organiser la logistique et la prise en charge financière des réunions des différentes parties prenantes et la table ronde des bailleurs et des investisseurs privés potentiels, et enfin (v) réaliser la gestion administrative et financière des activités du projet.

Récemment, le recrutement des consultants a été lancé pour la réalisation des études de faisabilité, d'impact environnemental et social, d'avant-projet sommaire, d'avant-projet détaillé et pour l'élaboration des dossiers d'appels d'offres des travaux de construction de l'autoroute ; le dépôt des manifestations d'intérêt est clôturé ce 31 mai 2017. Aujourd'hui, la Commission de la CEDEAO a l'intention de financer des contrats à partir de plusieurs dons reçus du Fonds africain de



développement et du Fonds européen de développement (à travers la Facilité d'investissement pour l'Afrique). Lesquels contrats renvoient aux services d'un *Expert international bilingue au poste de Coordonnateur* de la cellule d'exécution du projet qui sera installée à Abidjan et sous l'autorité du Commissaire en charge des Infrastructures ; d'un(e) *assistant(e) administratif(ve) bilingue* au sein de la Cellule d'exécution du projet ; d'un *assistant financier et comptable* au profit de la Cellule d'exécution du projet ; et de *deux experts routiers internationaux (un francophone et un anglophone)*, dotés des compétences en passation de marchés. Et ce, aux fins de composer la Cellule d'exécution du projet.

Tous ces cinq postes à pourvoir font l'objet d'un avis à manifestation

d'intérêt multinational qui court jusqu'au 22 juin 2017 au plus tard, à 15 heures précises GMT.

Pour le premier poste à pourvoir, les services prévus portent essentiellement sur le développement, la planification, la coordination, le suivi des activités de l'étude, puis sur l'organisation et le bon fonctionnement de la cellule. Et l'appui aux pays membres participants (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigéria) ainsi qu'à la Commission de la CEDEAO dans le cadre de l'étude. La durée totale de cette mission de l'Expert Coordonnateur est d'un an, renouvelable pendant la durée de vie du projet en fonction des résultats du contrat de performance signé avec le projet.

Dans le second cas, il s'agit essentiellement de toutes les activités relatives à l'appui administratif et de

secrétariat dans le cadre de l'exécution du projet : réception des appels, courriers et visiteurs, élaboration de courrier, mise en forme des rapports et toutes autres activités de secrétariat, archivage des documents du projet, transmission des informations, courriers et chèques, préparation des réunions, etc. La durée du contrat est d'un an, renouvelable jusqu'à un maximum de 2 ans en fonction des résultats du contrat de performance.

Les services liés au 3^{ème} poste à pourvoir portent essentiellement sur toutes les activités relatives à la comptabilité : tenue des comptes et documents comptables du projet dans les normes réglementaires de la BAD, participation à l'établissement des documents de gestion financière, application des règles d'exécution et d'éligibilité des dépenses, paiement des opérations après autorisation, exécution de toutes les opérations comptables conformément les règles et principes des finances publiques. La durée du contrat est d'un an, renouvelable en fonction des résultats du contrat de performance.

Enfin, pour les deux derniers postes (ingénieurs routiers), les services prévus portent essentiellement sur la gestion au quotidien du projet, comprenant la gestion et l'administration des études, la pré-

paration des termes de références/spécifications techniques ainsi que des dossiers d'acquisitions, la gestion des contrats et marchés de fournitures, l'examen des différents rapports techniques, l'émission d'avis sur la qualité et la recevabilité des rapports, la supervision du déroulement des études, l'exécution de toutes autres prestations d'ingénierie nécessaires pour la mise en œuvre efficace du projet, etc. La durée du contrat est d'un an, renouvelable en fonction des résultats du contrat de performance qui sera signé.

Bon à savoir : la langue de travail sera le français et l'anglais ; le lieu de travail est Abidjan en Côte d'Ivoire.

Les termes de référence peuvent être consultés sur le site web de la CEDEAO et de la BAD. De leur côté, les Consultants individuels intéressés, éligibles et qualifiés sont invités à présenter leur candidature, en faisant évidemment cas de leurs expériences et compétences en rapport avec la mission voulue. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse physique du siège de la Commission de la CEDEAO, à Abuja au Nigeria, ou envoyées à l'adresse électronique snartey@ecowas.int, avec copies à aweeks@ecowas.int, cappiah@ecowas.int, sbangoura@ecowas.int, procurement@ecowas.int.

FOOTBALL/ ELIM. CAN 2019/ ALGERIE vs TOGO / Les mots des sélectionneurs

Le Roy : «Rien à perdre contre l'Algérie»

Le sélectionneur du Togo, Claude Le Roy estime que les Eperviers n'auront rien à perdre et tout à gagner contre l'Equipe nationale algérienne qu'il qualifie de favori en puissance pour l'unique billet qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations dans un entretien accordé au site d'information algérien lebuteur.com.

Hervé A.

L'Algérie vient de nommer un nouvel entraîneur, êtes-vous au courant ?

Où, bien sûr, je suis très bien l'évolution et la situation de l'équipe d'Algérie, vous êtes notre premier adversaire dans les prochaines éliminatoires CAN 2019 que nous espérons bien débiter. Donc je sais que vous avez engagé l'Espagnol Alcaraz, c'était l'ex-coach de Granada et je crois qu'il a déjà commencé sa mission en Algérie.

Vous êtes bien informé Monsieur Le Roy, donc cela ne changera en rien votre idée sur cette sélection algérienne...

Non, pas du tout, je garde vraiment le même respect et la même admiration pour cette grande équipe algérienne. Comme vous devez le savoir, j'en avais fait mon favori de la dernière Coupe d'Afrique des nations. Donc pour moi, cette équipe d'Algérie reste, avec son énorme potentiel qui existe en Europe, l'une des meilleures équipes du continent. Devant l'Algérie, le Togo est une jeune équipe en pleine reconstruction. De toute façon, on sera là pour apprendre. Il est vrai que le coach



Claude Le Roy, Sélectionneur du Togo

espagnol ne connaît pas bien l'Algérie mais cela ne sera pas compliqué pour lui car diriger une telle équipe ne demande qu'à convoquer les joueurs pour une semaine de stage afin de passer directement au boulot, je veux dire qu'il a déjà en place une ossature de qualité sur laquelle il peut s'appuyer.

Le coach Alcaraz pense que ce premier match contre votre équipe sera déterminant et que le Togo sera l'adversaire direct de l'Algérie dans ce groupe des éliminatoires CAN 2019; qu'en pensez-vous ?

Je dirai que la Gambie, le Bénin et le Togo sont bien loin derrière l'Algérie. Autrement dit, les Femecs

sont les favoris de notre groupe surtout qu'il n'y a qu'une seule place qualificative. Après, ce qui est bien pour une équipe comme nous, c'est de commencer ces éliminatoires contre l'Algérie en déplacement.

Abidjan l'Algérie ne perd jamais, des appréhensions par rapport à cela ?

Non, surtout que la dernière sortie de votre sélection à Blida n'a pas été comme vous l'avez souhaité. Vous restez sur un nul contre le Cameroun. Je connais aussi le stade du 5-Juillet donc on n'a pas de préférences, on fera comme d'habitude, on se préparera pour le meilleur résultat possible.

Alcaraz : «Il reste beaucoup de travail»

A la fin du match amical face à la Guinée, mardi, le sélectionneur d'Algérie Alcaraz est revenu en détail sur le rendement de ses joueurs pour sa première avec la sélection algérienne. Dans l'ensemble, il demeure plus ou moins satisfait du rendement de ses joueurs, mais il a rappelé tout de même qu'il reste encore un gros travail à faire.

ALCARAZ SE DIT SATISFAIT DU COMPORTEMENT DE SES JOUEURS

«Ce qui m'a le plus réjoui, c'est l'attitude de mes joueurs lors de ce stage de quatre jours que nous avons effectué. Maintenant, il est clair que cette victoire est bonne pour le moral car elle donnera plus de confiance à mes joueurs pour les prochaines échéances. Je suis donc satisfait de cette première prestation.»

IL ADMIRE L'ENGAGEMENT DU GROUPE

«Tout le monde a bien adhéré au travail que nous avons effectué. Ils se sont bien dépensés et j'ai vraiment admiré l'engagement du groupe lors de ce stage. On aura désormais l'occasion de travailler ensemble. Les joueurs semblent conscients de la tâche qui les attend mais surtout de la responsabilité qui pèse sur leurs épaules. Ils veulent se montrer à la hauteur et j'aime bien cette attitude.»

IL Y A ENCORE DU TRAVAIL A FAIRE

«Je suis satisfait, certes, mais je tiens à dire qu'il reste encore du travail à faire. Nous aurons l'occasion d'améliorer beaucoup d'aspect dans les prochains jours car nous sommes loin d'être parfaits. J'ai vu des choses qui doivent absolument être



Lucas Alcaraz Sélectionneur de l'Algérie

corrigées. Désormais, nous devons faire en sorte d'améliorer le collectif.»

IL A UNE IDEE PRECISE DE SON ONZE

«Il est vrai qu'après le match de ce match, j'ai une meilleure idée sur le onze rentrant. Toutefois, il peut changer d'ici les prochaines rencontres car il n'est pas encore définitif. Cela dépend de plusieurs paramètres tels que la forme des joueurs mais aussi de leur temps de jeu. En tous les cas, on se penchera davantage sur la forme de chacun.»

IL EFFECTUERA DES CHANGEMENTS EN FONCTION DU RENDEMENT DES JOUEURS

«On peut changer l'équipe selon les circonstances. Pas seulement en défense centrale mais aussi dans les autres compartiments de jeu. Cela se fera progressivement et fonction du rendement de chacun à l'entraînement. Comme je viens de le dire, nous allons prendre le temps d'observer le rendement et le niveau de chacun pour pouvoir apporter des changements dans l'avenir en prévision des prochaines échéances importantes qui nous attendent. En tous les cas, nous avons suffisamment le temps d'observer de nouveau le rendement de chacun pour pouvoir apporter des changements.»



LOTERIE NATIONALE TOGOLAISE



Nouveau Concept

TRANCHE COMMUNE ENTENTE 2017

Avec 200 f cfa

Tranche Commune Entente 2017

ETOLE ROUGE DE COTONOU-BENIN

grattez ici et gagnez jusqu'à 500.000 FCFA

NUL SI DÉCOUVERT

0-00000-000

✓ Gagne jusqu'à 500.000 FCFA au grattage.

✓ Découvre trois fois le symbole "Avion" et remporte un séjour au Bénin, pour participer au Tirage Régional et gagner automatiquement de 1.000.000 FCFA à 10.000.000 FCFA

✓ Tickets non gagnants au grattage à conserver pour le tirage des lots intermédiaires allant de 5.000 FCFA à 100.000 FCFA.

Avec LONATO, jouez petit et gagnez Gros

17 Mai 2017 Journée Mondiale des Télécommunications et de la Société de l'Information

Vivez intensément la Semaine Wifi

avec le Groupe TOGO TELECOM



En vue d'accompagner les utilisateurs du service **Wifi Public** pour une bonne appropriation dans toutes les villes du pays où des bornes wifi ont été implantées, le Groupe TOGO TELECOM a lancé une opération dénommée « **Semaine Wifi** » qui a démarré le 17 Mai 2017.

À cette occasion, plusieurs actions sont prévues :

du 17 au 23 Mai 2017 :

- **Démonstration et test dans chaque Cyber zone (site wifi public) de l'Intérieur** : un code est offert à tout visiteur qui crée son compte Wifi Public ;
- **Démonstration et test dans les Bars Wifi Public** : découverte du Wifi Public dans les bars partenaires ; un code est offert à tout client du bar qui crée son compte Wifi Public.

du 17 Mai au 17 Juillet 2017 :

- **Concours de création de vidéo amateur en ligne à l'attention des jeunes** : les jeunes sont invités à créer des vidéos traitant des thématiques liées à leurs communautés et à diffuser sur YouTube.
(Adresse d'envoi du mail avec l'URL de votre vidéo créée et publiée sur YouTube : semainewifi@gmail.com)

du 17 au 31 Mai 2017 :

- **Bonus ADSL dans les Espaces Telecom** : offrir à tout client ADSL/WIMAX qui effectue un rechargement de forfait dans un Espace Telecom, un **code wifi gratuit** durant la période de la promotion.

du 17 Mai au 17 Août 2017 :

- **Wifi Gratuit tous les mercredis** : accès gratuit au service Wifi Public sur toutes les places wifi, **tous les mercredis de 18h00 à 20h00 sur tous les sites** au cours de la période promotionnelle.



LISTE DES CYBER ZONES (Sites couverts par le service Wifi Public)



#	Secteur	Type	Lieu
1	Dapaong	Place publique	Esplanade de la Préfecture
2	Kara	Place publique	Place de la Victoire
3	Kara	Place publique	Esplanade de la Préfecture
6	Sokodé	Place publique	Esplanade de la Préfecture
7	Atakpamé	Place publique	Place Midudu
8	Kpalimé	Place publique	Place Gbadjadji
9	Aného	Place publique	Place à côté de l'hôtel Oasis
10	Aného	Place publique	Esplanade de la Mairie
11	Tsévié	Place publique	Esplanade de la Mairie
12	Lomé-Port	Place publique	Rond Point du Port Autonome
13	Lomé-Dékon	Place publique	Carrefour Dékon
14	Lomé-Assivito	Place publique	Carrefour Assivito
15	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Palais des Congrès
16	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Place de l'Indépendance
17	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Autour 2 Février, CASEF et Stade Omnisport
18	Lomé-Aéroport	Place publique	Aérogare de Lomé

#	Secteur	Type	Lieu
1	Lomé-Kégué	Bar	Bar Festina à Kégué
2	Lomé-Nukafu	Bar	Bar Le Refuge à Nukafu
3	Lomé-Forever	Bar	Bar 3K à Forever
4	Lomé-Agbalépedo	Bar	Bar Fekandine-Agbalépedo
5	Lomé-Casablanca	Bar	Bar La Ryveronne-Casablanca
6	Lomé-Hédzranawoé	Bar/Espace aéré	Tata Park
7	Lomé-Nyékonakpoè	Bar	Bar G20
8	Lomé-Hédzranawoé	Bar	Cantine de l'Aéroport
9	Lomé-Kpéhénou	Bar	Bar Maestro
10	Lomé-Adidogomé	Bar	Golden Rumba
11	Lomé-Agoè	Bar	Jeton Pas 2
12	Lomé-Aflao Sagabdo	Bar	Intimité Fast Food
13	Kara	Bar	Carrefour des bars
14	Kara-Tomdè	Bar	Station service Shell

Le public est cordialement invité à **tester gratuitement** le Wifi Public dans tous les CYBER ZONES.

Pour plus d'informations, rejoignez-nous en ligne



www.togotelecom.tg



@Togo Telecom



@TOGOTELECOM1



TOGO TELECOM



ou contactez le Service Client au 119/ 22 22 01 19

Projet de développement communautaire

Des localités du Nord dotées d'infrastructures socioéconomiques

Etonam Sossou

Le ministère du développement à la base vient de construire des microprojets dans les régions de la savane et de la Kara. Ces infrastructures socioéconomiques ou communautaires, réalisées dans le cadre de la campagne 2016 de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), viennent améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires. Bâtiments scolaires, blocs de latrines, forages à motricité humaine et à pompe photovoltaïques ; réhabilitation d'une Unité de soins périphériques sont les principaux ouvrages qui sont mis à la disposition des communautés.

A Kpachiate (Préfecture de Tône), les élèves en cette période de pluie peuvent désormais étudier sans avoir à se déplacer à la recherche d'abris. Ils vont ainsi quitter les hangars de fortune qui les exposaient même aux morsures de serpent, pour des salles de classe bien construites et équipées de mobiliers scolaires. Kpachiate a un bâtiment scolaire de 3 classes, deux blocs latrines composés de trois latrines chacun, pour un coût global estimé à 22 800 119 F.CFA.

Les populations de Groubongou et de Kansoule-Kowane, villages situés dans le canton de Sanfatoute (Préfecture de Tône), peuvent s'approvisionner en eau potable. Ils ont



Bloc latrine lycée de Nassablé 2 à Dapaong

bénéficié chacun d'un forage à motricité humaine d'une même valeur estimée à 5 251 000 F.CFA.

Pour les élèves du Lycée de

Nassablé II, plus question de faire ses besoins dans la nature. Un bloc de six latrines a été construit dans leur établissement. Cette infrastruc-

ture est réalisée par l'entreprise de travaux publics EBOVAF, dans le cadre de son projet social. « Je suis contente, parce qu'avant, il était très difficile de faire mes besoins dans les vieilles latrines nauséabondes et on était tenté de le faire un peu partout dans l'établissement », a révélé Mlle Satou Tchabletén, élève au Lycée de Nassablé II, lors de la réception du bloc de latrines, le 9 mai 2017.

L'USP de Gandé réhabilitée

Les populations de Gandé (Assoli, dans le canton de Soudou), manquent de mots pour exprimer leur joie, de pouvoir enfin se faire soigner dans un centre de santé bien équipé. En effet, la communauté a sollicité la réhabilitation de l'USP compte tenu de l'état délabré du bâtiment principal de soins, du bâtiment des suites de couches et du logement du responsable. Cela rendait difficile le travail du personnel soignant. Le gouvernement vient d'apporter la réponse à leur doléance. L'Unité de soins périphériques a été réhabilitée pour un coût global de 15 133 354 F.CFA. « Cela fait environ 20 ans que nous souffrons et que nous faisons les doléances. Le toit du bâtiment destiné aux soins était troué et coulait de partout. Le bâtiment de l'infirmier quant à lui était décoiffé. Ce bâtiment a été réhabilité avec l'aide de l'AGAIB, l'infirmier qui auparavant était parti se loger très loin est désormais tout près de nous et disponible dès que le besoin se fait sentir. Ce qui fait que nous sommes très soulagés », a confié M. Tchanié Tchaboua, Président du Comité Villageois de développement de Gandé. Pour l'entretien du bâtiment, les bénéficiaires comptent former des comités de gestion afin de surveiller et de trouver les moyens nécessaires en cas de défaillance d'un matériel.

La maison des jeunes de Mango prend petit à petit corps

A Mango les travaux de construction de la maison des jeunes, lancés en février dernier avance bien avec un taux d'exécution global d'environ 19%. Le coût des travaux de la première phase des travaux qui comprend le bloc administratif, le complexe bibliothèque, un cyber, un snack bar, l'électrification, voirie et réseaux divers) s'élève à 150.000 Fcfa. Au terme de la construction, le nouvel ouvrage qui s'étendra sur 2ha, comportera en plus des infrastructures de la première phase, un parking, une aire de jeux et un auditorium. La préfecture de l'Oï compte une population globale de 190 543 habitants dont 62 643 jeunes.

Ces infrastructures socioéconomiques ont été réalisées grâce à une approche participative définie entre les communautés bénéficiaires et l'Agence d'appui aux initiatives à la base (AGAIB) qui leur a permis d'identifier leurs besoins prioritaires et de trouver les partenaires financiers à cet effet. Elles s'inscrivent dans le cadre du Programme de développement communautaire et filets sociaux (PDC plus).

Protection des enfants en Afrique

Encore du chemin à faire

La Journée internationale des enfants, le 1^{er} juin, n'a pas présenté un tableau réjouissant du sort des enfants dans le monde.

Au moins 44 migrants, parmi lesquels des bébés, ont été retrouvés morts en plein désert dans la région d'Agadez, alors qu'ils tentaient de se rendre en Libye voisine puis probablement en Europe. Le maire d'Agadez, Fhissa Feltou, n'exclut pas du tout que ce nombre de morts ne soit que provisoire. Car la Croix Rouge affirmait de son côté continuer de « récolter des informations précises sur le terrain ».

« Ces migrants subsahariens, dont des bébés et de femmes, sont morts de soif car leur véhicule est tombé en panne », a indiqué une source sécuritaire locale. On précise que la ville d'Agadez, entre Sahara et Sahel au nord du Niger, est devenue la plaque tournante des flux migratoires se dirigeant vers la Libye, puis vers l'Italie en traversant la Méditerranée. Mi-mai, quarante Ouest-africains, abandonnés par leur passeur sur leur route pour l'Europe via la Libye, avaient eu la chance d'être secourus par l'armée nigérienne en plein désert. Ces destinés étaient des ressortissants

partis de Gambie, du Nigeria, de Guinée, du Sénégal et du Niger même.

Le drame annoncé le 1^{er} est survenu le jour même où l'organisation non gouvernementale Save The Children (Sauver les enfants) publiait un rapport impitoyable indiquant qu'un enfant sur quatre n'aura pas le droit de jouir de son enfance dans le monde. Jeudi se célébrait précisément la Journée internationale de l'enfant. Résultat de statistiques puisées dans 172 pays, les chiffres de l'ONG soulignent le sort peu enviable de quelque 700 millions d'enfants dans le monde aujourd'hui.

D'ailleurs, le titre du rapport est évocateur : « Enfance volée », pour signifier qu'à l'heure où les petits êtres devraient être occupés à jouer au cerceau ou à la marelle, des millions d'entre eux font face aux guerres des adultes, aux famines qui en sont une conséquence souvent, aux effets climatiques, à la soif et aux maladies facilement évitables. Dans le monde, les en-

fants souffrent directement des effets de l'action inconsciente des adultes ; ils passent brutalement à l'âge adulte même à très bas-âge. Victimes ou acteurs tout autant dans des conflits dont ils ne connaissent pas les enjeux cachés tant qu'enfants-soldats.

Dans cette situation, le Niger est le pays où les enfants sont les plus exposés aux menaces directes des violences, des sécheresses, des famines ou des maladies. Suivent d'autres pays du continent tels l'Angola, le Mali, la République Centrafricaine ou la Somalie. Mais les pays non-cités ne sont pas des paradis : dans les deux Congo, la mendicité des enfants est devenue un phénomène se prolongeant vers la délinquance en bande, Koulouna ou Bébés noirs par exemple, quand les adultes ne développent pas des discours de rejet pointant de prétextés enfants sorciers.

Le monde est concerné à des degrés divers, sous des aspects différents. Save The Children affirme que chaque jour ce sont 16.000

enfants qui meurent avant l'âge de 5 ans. Dans la plupart des cas, ils décèdent de maladies telles que les maladies pulmonaires, les diarrhées, le paludisme. Mais 18% des cas concernent aussi des enfants qui naissent prématurés et qui ne survivent pas. Naturellement, il existe des îlots de bien-être. Notamment les pays du Nord de l'Europe : Luxembourg, Islande, Finlande, Norvège. Le rapport souligne qu'au Nigeria, les enfants nés de mères analphabètes ont trois fois plus de risques de mourir jeunes.

Pour ses performances remarquées au Prix d'excellence Balafon

ASKY, Meilleure Compagnie Aérienne en Afrique de l'Ouest

ASKY, la compagnie aérienne panafricaine avec le plus grand réseau en Afrique de l'Ouest et du Centre, annonce avoir été reconnue MEILLEUR COMPAGNIE AÉRIENNE EN AFRIQUE DE L'OUEST au Prix d'excellence Balafon (ACCPA WEIZO) tenu à Accra, au Ghana, le samedi 27 mai 2017 à Accra (Ghana). « Ce prix récompense la performance remarquable de la Compagnie Aérienne et son plan d'expansion », fait remarquer un communiqué de presse.

En rappel, ASKY a été nommée « Compagnie Africaine de l'année » en 2014 par le « Africa CEO Forum » et en tant que « Meilleur



transporteur court-courrier » en 2014 (Afrique de l'Ouest) et « Best Short Haul Airline (Afrique) » par Africa Travel Awards. En 2016, la Compagnie a été nommée « La Compagnie la plus prometteuse de l'année » lors du Ghana Aviation Awards qui a eu lieu le vendredi 29 juillet 2016 à Accra (Ghana) et « Airline of the Year Award for Regional Operations » lors de la 48^{ème} Assemblée Générale Annuelle

de l'African Airlines Association (AFFRA) tenue les 20 et 22 novembre 2016 à Victoria Falls, au Zimbabwe. En mars 2017, la Compagnie Aérienne a reçu le « Prix du transport Aérien, de la Qualité et du confort » par le FOGECA (Forum Economique et Gala de l'intégration Africaine) tenu à Dakar, au Sénégal.

ASKY exploite actuellement une flotte de nouvelle génération de huit (8) avions constituée d'un (1) Boeing 737-800, de trois (3) Boeing 737-700 et de quatre (4) Bombardier DHC-8-400 (Q400). Elle dessert aujourd'hui vingt-deux (22) villes dans dix-neuf (19) pays sur le continent Africain.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N° 1376 DE LOTO BENZ DU 31 Mai 2017

Le tirage de LOTO BENZ de ce mercredi 07 Juin 2017 porte le N° 1377.

Mercredi dernier, c'est à LOVE, que l'essentiel des gros lots, a été dénombré.

En effet, les points de vente 70344, 70300, 7106 et 7122 ont enregistré, deux lots de 1.000.000 FCFA, un lot de 1.500.000 FCFA et un gros lot de 2.000.000 FCFA.

Dans les autres villes du pays, la LONATO a enregistré essentiellement des gagnants de lots intermédiaires, c'est-à-dire de lots de moins de 1.000.000 FCFA.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

La TRANCHE COMMUNE ENTENTE est de retour, cette année avec un nouveau concept !

Achète à 200 FCFA ton ticket de la TCE 2017, gratte et si tu découvres trois fois un ticket, tu gagnes un ticket gratuit !

Si tu découvres trois fois un montant, tu gagnes immédiatement ce montant ! Tu peux gagner jusqu'à 500.000 FCFA !

Cette année, gagne un voyage par avion et un séjour au Bénin en découvrant trois fois le symbole avion sur ton ticket !

Au Bénin, deviens automatiquement millionnaire en tirant toi-même, ton gain parmi les lots allant de 1.000.000 FCFA à 10.000.000 FCFA, mis en jeu pour le grand tirage régional !

En plus, conserve tes tickets non gagnants au grattage, pour participer au tirage de lots intermédiaires où plusieurs milliers de lots allant de 5000 FCFA à 100.000 FCFA, leurs sont réservés !

Avec la TCE 2017, toutes les chances sont de ton côté !

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !

BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1377 de LOTO BENZ du 07 Juin 2017

Numéro de base

90 69 67 08 52

BIG PROMO SMARTPHONES chez TOGOCEL

HUAWEI G POWER
CAMÉRA 5MP AVANT/
13MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE
Micro SIM**

RÉSEAU 3G+

ÉCRAN 5 pouces (12.7cm)

INFINIX HOT4
CAMÉRA 5MP AVANT/
8MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE
Micro SIM**

RÉSEAU 3G+ / 2G

**ÉCRAN 5.5" HD avec 12 LED
rétro-éclairage ultra-lumineux**

NUOVA HERO S
CAMÉRA 2MP AVANT/
5MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE
Micro SIM**

RÉSEAU 3G+ / 2G

ÉCRAN 5.0 pouces

MÉMOIRE RAM
2GO
EXTENSION
MÉMOIRE
JUSQU'A
128GO
MÉMOIRE
INTERNE
16GB



**HUAWEI
G POWER**

72.000F

MÉMOIRE RAM
1GO
EXTENSION
MÉMOIRE
JUSQU'A
32GO
MÉMOIRE
INTERNE
16GB



**INFINIX
HOT4**

51.000F

MÉMOIRE RAM
512MB
EXTENSION
MÉMOIRE
JUSQU'A
16GO
MÉMOIRE
INTERNE
8GB



**NUOVA
HERO S** **31.000F**

*Disponible
dans toutes
nos agences
et boutiques*

Bluetooth®



LE LEADER

service client : 888 | www.facebook.com/Togocel | www.twitter.com/togocel | www.togocel.tg | certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015